

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels



**SIXIÈME COMMISSION, 1081<sup>e</sup>**  
**SÉANCE**

Mardi 26 novembre 1968,  
à 15 h 30

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

	Page
Point 86 de l'ordre du jour: Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression ( <i>suite</i> ) . . . .	1

Président: M. K. Krishna RAO (Inde).

**POINT 86 DE L'ORDRE DU JOUR**

Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (*suite*) [A/7185/Rev.1 et Corr.1; A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1 à 3, A/C.6/L.734]

1. Mme CHESSON (Libéria) partage sans réserve l'opinion selon laquelle il est nécessaire de disposer d'une définition de l'agression qui englobe tous les aspects de la question; tel est du reste l'objectif du mandat confié au Comité spécial pour la question de la définition de l'agression par la résolution 2330 (XXII) de l'Assemblée générale; cependant, eu égard au fait que la situation internationale actuelle ne permet pas, selon la délégation libérienne, un examen rapide de cette question essentielle qui touche au rôle fondamental de l'ONU en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, il conviendrait de soumettre à un examen plus approfondi sur le plan juridique, politique et moral, les questions liées au problème de l'agression.

2. Cela ne veut pas dire néanmoins que la délégation libérienne méconnaisse la valeur de l'excellente étude entreprise par le Comité spécial. Elle est parfaitement consciente des implications que renferme le concept d'agression et des réactions que suscite le simple emploi de ce terme. La tâche du Comité spécial n'en est rendue que plus difficile; en effet, chaque convention internationale achoppe sur ce terme et pour en formuler une définition acceptable il faudra prendre en considération les instruments internationaux existants.

3. La délégation libérienne tient à souligner que, dans la recherche de la définition, il conviendra d'accorder une attention particulière aux aspects juridiques et politiques de la question; c'est ainsi qu'il y aura lieu de tenir dûment compte des définitions proposées par les grandes puissances, sans que cela veuille dire pour autant qu'il faille négliger celles qui émanent des petits pays.

4. La représentante du Libéria est satisfaite du rapport du Comité spécial, malgré sa portée limitée; cependant, il conviendrait de prier tous les Etats Membres des Nations Unies de présenter en 1969 au Président du Comité spécial les projets de définition

qu'ils proposent, eu égard au droit international et compte tenu du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. En outre, le Comité spécial devra disposer de davantage de temps pour examiner ces propositions, de manière à élaborer une définition plus acceptable de l'agression, eu égard à la situation internationale actuelle. C'est en raison de ces préoccupations que la délégation libérienne figure parmi les auteurs du projet de résolution A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1 et qu'elle approuve les recommandations formulées au paragraphe 117 du rapport du Comité spécial.

5. M. LAMPTEY (Ghana) tient tout d'abord à remercier les délégations de l'éloge qu'elles ont fait du travail qu'il a accompli en tant que Rapporteur du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, cet éloge devrait du reste plutôt aller au Service juridique dont le travail initial a constitué, conformément à la pratique, la base du rapport. M. Lamptey rappelle que certains membres de la Sixième Commission ont déploré la présence dans le rapport de nombreuses références à des questions politiques et à des actes constituant, de l'avis de certaines délégations, des actes d'agression; il s'est, pour sa part, efforcé d'omettre les détails de cette nature, tout en estimant que la définition devrait tenir compte des réalités de la vie internationale. Etant donné que ses efforts n'ont pas été couronnés de succès, il serait peut-être utile que la Sixième Commission fournisse certaines indications au Comité spécial à cet égard afin de guider ses travaux. S'agissant de la question posée par le représentant du Mexique (1075<sup>e</sup> séance) au sujet du paragraphe 91 du rapport, M. Lamptey indique que la modification apportée visait à rectifier une erreur matérielle qui s'était glissée dans le texte initial; cette modification a été incorporée dans la version révisée du rapport.

6. Cela dit, M. Lamptey expose les vues de sa délégation sur le rapport et sur la question de la définition de l'agression. Il rappelle tout d'abord la déclaration faite en séance plénière à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale (1617<sup>e</sup> séance plénière) par le représentant permanent du Ghana, M. Akwei, qui avait souligné en conclusion que sans apporter par elle-même la paix et la sécurité, l'existence d'une définition de l'agression pourrait contribuer à promouvoir et à consolider la recherche de la paix. Ces observations restent d'actualité, et à ceux qui soutiennent que les événements tragiques qui se sont produits récemment en Europe centrale rendent inutiles ou illusoirs les efforts déployés en vue de définir l'agression, il faut répondre que ces événements justifient au contraire la nécessité et

l'opportunité d'une telle définition. Il va sans dire que, comme la Charte des Nations Unies la définition ne saurait exclure certains pays de son champ d'application. Selon la délégation ghanéenne, il est faux de dire, comme certains, que l'existence d'un instrument définissant l'agression n'empêcherait pas que soient commis des actes d'agression et que l'absence d'une définition n'empêche pas de déterminer qui est l'agresseur dans un cas donné. On ne saurait, bien entendu, attendre de résultats miraculeux de l'existence d'une définition. Il n'en reste pas moins que ce n'est pas parce que l'on continue à commettre des meurtres et autres crimes qu'il viendrait à l'idée d'un homme sensé de suggérer la suppression des règles juridiques qui définissent ces crimes. De même, personne n'a jamais suggéré de rejeter la Charte parce que ses principes fondamentaux sont chaque jour enfreints et que les décisions qui en résultent sont souvent bafouées. Enfin, personne ne songe à mettre en doute les effets positifs d'un texte comme la Déclaration universelle des droits de l'homme bien que le racisme et le mépris des droits de l'homme continuent à sévir.

7. Le représentant du Ghana présente ensuite certaines observations sur la définition elle-même. En premier lieu, tout en continuant à croire que la définition devrait revêtir la forme d'une convention multilatérale, la délégation ghanéenne reconnaît, par souci de réalisme, que l'instrument le plus approprié en l'état actuel des relations internationales serait une déclaration de l'Assemblée générale définissant le concept d'agression. En deuxième lieu, elle se prononce en faveur d'une définition du type mixte. En troisième lieu, elle préférerait une définition qui ne traite que de l'agression armée, le contenu des autres formes d'agression étant laissé provisoirement à l'appréciation du Conseil de sécurité jusqu'à ce que l'on dispose à leur sujet de connaissances suffisantes pour que leurs éléments constitutifs soient aussi connus et acceptés que ceux de l'agression armée; toutefois, étant donné que l'agression armée peut être soit directe soit indirecte, il conviendrait que la définition tout en prenant pour base l'agression directe, se réfère à l'agression armée indirecte; elle ne saurait être acceptable qu'à cette condition. En quatrième lieu, la définition devrait être fondée sur le sens attribué par la Charte au terme "agression"; il doit toutefois être entendu que ce terme ne vise pas seulement l'emploi de la force armée mais peut être appliqué aux formes économiques et autres de l'agression; il importe, si l'on veut que, comme la Charte, la définition soit digne de respect et durable, qu'elle puisse être interprétée et employée avec souplesse, compte tenu de l'évolution des mœurs sociales; cependant, le Ghana n'a pas insisté, par souci de compromis, pour que cet élément soit inclus dans les propositions figurant dans le rapport. Enfin, la délégation ghanéenne est convaincue qu'il serait peu judicieux d'inclure expressément dans le projet de définition le principe d'antériorité; elle considère en revanche qu'il convient d'y accorder une place au principe de la proportionnalité.

8. Personne ne conteste le rôle joué par le Conseil de sécurité. Cependant, la délégation ghanéenne, comme celle des autres petits pays et en particulier des pays en voie de développement, compte que les

membres permanents du Conseil de sécurité fassent preuve d'une attitude constructive vis-à-vis de la question de la définition de l'agression. Or, il est surprenant de constater que l'idéalisme qui naît habituellement des désastres de la guerre laisse très tôt la place au cynisme de la part de ceux qui ont été les principaux protagonistes des conflits. C'est pourtant à la tragique expérience de la seconde guerre mondiale que l'ONU doit sa création. Par le lourd tribut humain qu'il a lui-même payé, le Ghana a acquis le droit de participer pleinement à toutes les mesures visant au maintien de la paix. Aussi refuse-t-il d'accorder sa caution à la théorie selon laquelle si, pour des considérations d'ordre politique ou autre, un ou plusieurs membres du Conseil de sécurité font obstacle à la volonté de l'Organisation, celle-ci doit de ce fait être paralysée; dans ce cas, la volonté de l'immense majorité des Etats doit prévaloir.

9. En conclusion, le représentant du Ghana tient à rappeler les phases du processus historique qui est à la base de l'évolution des Nations Unies. La première phase, dans laquelle la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale joue un rôle important, consiste à remplacer l'asservissement colonial par la liberté et l'égalité des Etats; cette étape est du reste déjà franchie dans une large mesure comme le montrent les relations amicales existant entre ex-colonisateurs et ex-colonisés au sein de l'ONU. La deuxième phase consiste à rechercher l'élimination totale de la discrimination raciale; à cet égard, les instruments juridiques qu'il convient de citer sont la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. En troisième lieu, il s'agit de mettre sur pied un système économique mondial rationnel assurant une répartition équitable des richesses entre les peuples; dans cette phase, le rôle moteur est joué notamment par les travaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Enfin, la dernière phase du processus consiste précisément à éliminer la violence entre les hommes et à mettre la guerre hors-la-loi; à cet égard, le projet envisagé de déclaration sur l'agression doit tenir une place de premier plan; il est clair que la tâche proposée à la Sixième Commission est exaltante; il convient qu'elle se montre à la hauteur de cette tâche et donne un appui massif aux efforts déployés en vue de définir l'agression.

10. M. NAINA MARIKAR (Ceylan) dit que sa délégation se félicite du travail constructif accompli par le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression. Certaines délégations ont fait valoir qu'il est vain de continuer à tenter de définir l'agression au motif qu'une définition ne saurait tenir compte de tous les types d'agression, qu'elle n'empêche pas et n'a pas empêché certains pays de commettre des actes d'agression en violation des normes reconnues du droit international et des principes de la Charte, qu'elle entrave le pouvoir discrétionnaire du Conseil de sécurité de déterminer qui est l'agresseur dans un conflit donné et qu'enfin elle ne saurait être efficace que si elle bénéficiait de l'appui de tous les Etats Membres. Bien qu'elle soit consciente de la valeur de ces arguments, la délégation ceylanaise

pense que la tâche entreprise par le Comité spécial revêt une telle importance pour la maintien de la paix internationale qu'il est indispensable de renouveler le mandat de cet organe, afin que celui-ci formule une définition acceptable pour un plus grand nombre d'Etats. Elle estime du reste que le rapport révèle de larges zones d'accord sur des questions importantes, ce qui devrait permettre d'orienter les débats vers la recherche d'un consensus.

11. S'agissant des projets de définition des 12 puissances et des 13 puissances (voir A/7185/Rev.1 et Corr.1, par. 7 et 9), le représentant de Ceylan fait observer qu'ils ont tous deux pour point de départ une définition de caractère général et abstrait suivi d'une liste non exhaustive d'actes constituant une agression et qu'ils se terminent sur des clauses de sauvegarde touchant à la légitime défense et à l'emploi de la force sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Aucun de ces projets n'aborde la question d'un point de vue rigoureusement juridique et par conséquent aucun n'est satisfaisant sous sa forme actuelle. Leur principal défaut réside dans la clause de sauvegarde, qui introduit un critère subjectif; en outre, les deux projets contiennent des termes et des expressions vagues et imprécis. Toutefois, s'il faut faire un choix, la délégation ceylanaise accorde sa préférence au projet des 13 puissances. Elle voudrait néanmoins porter à l'attention du Comité spécial la définition suivante:

"I. Un Etat est considéré comme agresseur:

"1) Si des armes lui appartenant ou des forces militaires ou paramilitaires relevant de son autorité pénètrent sur le territoire d'un autre Etat en violation des lois de cet Etat ou sans le consentement écrit exprès du gouvernement de cet Etat;

"2) S'il entrave ou empêche le transport de marchandises à destination ou en provenance d'un autre Etat, dans des zones qui ne relèvent pas de sa juridiction;

"3) Si des armes, du matériel militaire, une assistance financière ou d'autres types d'assistance provenant de son territoire sont fournis à des personnes se trouvant en dehors de son territoire en vue d'organiser des activités qui feraient obstacle aux efforts déployés par un autre Etat en vue de maintenir la paix, l'ordre public et une saine administration sur son propre territoire;

"4) S'il est déclaré qu'un ou plusieurs des actes susmentionnés ont été ou vont être accomplis en son nom.

"II. L'Etat qui accomplit un ou plusieurs des actes susmentionnés n'est pas considéré comme agresseur:

"1) S'il a uniquement accompli cet acte pour s'acquitter des obligations que lui impose la Charte des Nations Unies en prenant des mesures afin de mettre en œuvre une décision du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale conformément à sa résolution 377 (V) du 3 novembre 1950 relative au maintien de la paix et de la sécurité internationales;

"2) S'il a accompli cet acte dans le strict exercice de son droit naturel de légitime défense in-

dividuelle ou collective; malgré toute disposition contraire pouvant figurer dans le présent texte.

"III. Rien dans le paragraphe II ci-dessus ne peut être interprété comme autorisant un Etat qui exerce le droit de légitime défense individuelle ou collective à prendre des mesures qui ne soient pas raisonnablement proportionnées avec les actes qui les motivent."

12. La délégation ceylanaise votera en faveur du projet de résolution A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1.

13. M. YASSEEN (Irak) saisit l'occasion qui lui est donnée de remercier, d'une part, les membres du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression comme il aurait voulu le faire à la fin de la session de Genève et, d'autre part, les membres de la Sixième Commission qui l'ont félicité pour la manière dont il a exercé les fonctions de Président du Comité spécial.

14. Le PRESIDENT annonce qu'Haïti s'est associée aux auteurs du projet de résolution A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1.

15. M. OGUNDERE (Nigéria) dit que sa délégation se félicite des résultats obtenus par le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression dans le contexte d'une situation internationale extrêmement explosive. S'agissant des projets de définition qui ont été présentés, elle donne sa préférence au projet des 13 puissances (voir A/7185/Rev.1 et Corr.1, par. 9). Le représentant du Nigéria souligne que la définition devra tenir compte des réalités de la vie internationale; il rappelle qu'aux termes de l'Article 24 de la Charte, c'est au Conseil de sécurité qu'est conférée la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales; en outre, l'Article 39 donne à cet organe le pouvoir de constater l'existence des actes d'agression et de prendre, dans le cadre du Chapitre VII, les mesures nécessaires pour y mettre fin. C'est pour cette raison que le représentant du Nigéria lance un appel aux grandes puissances et notamment aux membres permanents du Conseil de sécurité pour qu'ils tiennent compte des intérêts des petits Etats en vue de mettre sur pied de nouvelles modalités d'application de la Charte, modalités parmi lesquelles figure la définition de l'agression.

16. En conclusion, la délégation nigériane est convaincue de la nécessité de renouveler le mandat du Comité spécial et c'est pourquoi elle votera en faveur du projet de résolution A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1 et 2.

17. M. SILVEIRA (Venezuela) souligne que sa délégation est au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1 et 2 parce qu'elle estime que les progrès accomplis par le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression justifient le renouvellement de son mandat; il reste à espérer que ce comité trouvera une formulation conforme à la Charte et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et saura éliminer tous les obstacles qui restent encore sur sa route afin de parvenir à une condamnation juridique de l'agression sous toutes ses formes. Enfin, le représentant du Venezuela indique que sa délégation sou-

haite que la définition ait un caractère mixte et elle est d'avis que la définition ne saurait laisser de côté les formes d'agression indirectes.

18. Le PRESIDENT appelle l'attention des membres de la Sixième Commission sur la note (A/C.6/L.734) sur les incidences administratives et financières du projet de résolution, présentée par le Secrétaire général conformément à l'article 154 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

19. M. ESPEJO (Philippines) souligne que son pays a toujours attaché une très grande importance à la définition de l'agression, comme le montre du reste l'amendement présenté en 1945 par les Philippines au paragraphe 2 de la section B du chapitre VIII des propositions de Dumbarton Oaks<sup>1/</sup>. Aussi la délégation philippine ne trouve-t-elle rien de tout à fait nouveau dans les projets de définition du rapport du Comité spécial; toutefois, il est une différence essentielle entre ces projets et l'amendement philippin en question, à savoir que ce dernier donnait une définition énumérative et non la définition de caractère mixte qui a la faveur de la plupart des délégations. Le représentant des Philippines rappelle qu'il n'a pas été donné suite à cet amendement, puisque, comme on le sait, les auteurs de la Charte se sont délibérément abstenus de définir les expressions "agression armée" à l'Article 51 et "acte d'agression" à l'Article 39, conférant au Conseil de sécurité le pouvoir de constater l'existence de tels actes.

20. S'agissant du type de définition à retenir, la position de la délégation philippine a du reste évolué puisqu'elle est maintenant en faveur d'une définition mixte, dont les avantages sont démontrés dans le rapport du Comité spécial. Il conviendra d'autre part que la définition puisse recueillir l'appui non seulement de la majorité des Etats, qu'ils soient ou non membres de l'Organisation des Nations Unies, mais aussi de toutes les grandes puissances car s'il en était autrement l'interprétation du terme "agression" serait subordonnée exclusivement au critère subjectif de la "justice". Enfin, s'agissant du contenu de la définition, la délégation philippine souhaiterait qu'elle englobe cette forme d'agression qui pour être indirecte n'en est pas moins probablement la plus importante, c'est-à-dire la subversion intérieure; en effet, la subversion menace les fondements mêmes de l'indépendance d'une nation. En outre, la définition devrait exclure certains actes accomplis dans l'exercice du droit de légitime défense ou en application de traités internationaux; cependant, la définition devrait dans la mesure du possible empêcher les interprétations abusives du droit de légitime défense fondées sur le prétexte de sauvegarder des intérêts fondamentaux.

21. En conclusion, M. Espejo rappelle la déclaration faite le 4 décembre 1967 à la 1618<sup>ème</sup> séance plénière de l'Assemblée générale par le représentant des Philippines, M. Lopez, selon lequel il était nécessaire d'accélérer le plus possible l'élaboration d'une définition de l'agression. La délégation philippine se félicite des progrès réalisés par le Comité spécial dans cette voie et elle partage l'opinion de

ceux qui pensent que l'on pourrait parvenir, avec un peu de temps, à une définition acceptable. L'adoption du projet de résolution A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1 et 2, qui permettrait au Comité spécial de poursuivre ses travaux, laisse entrevoir l'espoir qu'une définition satisfaisante puisse être soumise à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale. En conséquence, la délégation philippine votera en faveur du projet de résolution.

22. M. MITSOPOULOS (Grèce) fait observer que sa délégation partage certaines des appréhensions exprimées quant à la possibilité et à l'opportunité de renouveler le mandat du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, eu égard à la situation internationale actuelle. Cependant, tout bien pesé, elle estime que la communauté internationale ne pourrait que bénéficier de l'existence d'une définition généralement acceptable de l'agression. Pour avoir une quelconque validité, la définition devra tenir compte des nombreux actes d'agression commis dans diverses parties du monde depuis la seconde guerre mondiale et sous des formes dites indirectes.

23. En conséquence, la délégation grecque votera en faveur du projet de résolution A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1 et 2 dans l'espoir que le Comité spécial sera enfin en mesure d'élaborer une définition véritablement complète qui englobera non seulement l'agression armée, forme la plus évidente et la plus facile à définir, mais aussi les formes moins facilement définissables, et pourtant si courantes dans le monde actuel, d'agression indirecte prenant la forme d'infiltration de bandes armées sur le territoire d'un autre Etat ou prenant la forme d'une assistance, d'encouragement et de fournitures d'armes à de telles bandes en vue de renverser le régime d'un autre Etat ou de menacer son intégrité territoriale ou sa liberté nationale.

24. M. DEBERGH (Belgique) déclare que ni l'examen du rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression ni les observations présentées au cours du débat n'ont pu convaincre sa délégation de partager l'optimisme qui paraît animer les coauteurs du projet de résolution (A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1 et 2) dont la Commission est saisie.

25. S'il faut en croire les conclusions auxquelles est parvenu le Comité spécial, c'est seulement par manque de temps qu'il n'aurait pu mener à bien la tâche qui lui avait été confiée. Or, les comptes rendus des débats qui se sont déroulés à Genève semblent bien confirmer la délégation belge dans sa conviction que les divergences fondamentales séparant les conceptions de certains Etats Membres n'offrent guère, pour l'instant, de perspectives encourageantes pour l'aboutissement de l'effort entrepris. Certes, les difficultés et les obstacles qui se dressent sur la route menant à la définition de l'agression ne sauraient être minimisés. La plupart des gouvernements sont en effet enclins à apprécier différemment et même de façon contradictoire les agissements des dirigeants d'autres nations, selon les convictions politiques ou idéologiques auxquelles ils adhèrent. C'est pourquoi le Gouvernement belge avait accueilli avec de très nettes réserves la proposition faite à la vingt-deuxième session par l'Union

<sup>1/</sup> Voir Documents de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation internationale, G/14 k (t.IV, p. 761).

soviétique, la création d'un Comité spécial pour la question de la définition de l'agression lui paraissant d'autant plus contestable que les attributions de ce comité empiétaient inutilement sur celles du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. Le rapport du Comité spécial ainsi que la discussion au sein de la Sixième Commission n'ont fait que renforcer ce scepticisme, car ils ont fait clairement ressortir à quel point les considérations politiques et idéologiques influencent l'attitude des Etats lorsqu'ils entreprennent de formuler une définition de l'agression. Une telle définition, à supposer qu'elle puisse voir le jour, n'aurait de valeur que dans la mesure où elle traduirait les vues communes d'une très grande majorité d'Etats et rallierait notamment l'accord de tous les membres permanents du Conseil de sécurité.

26. A cet égard, des événements fort récents ont fait apparaître combien est grand l'écart existant entre l'énoncé des principes auxquels on déclare souscrire et l'application que certains Etats se réservent d'en faire. Aucun pays n'a déployé plus de zèle que l'URSS pour prôner la formulation d'une définition de l'agression, pour presser l'Assemblée générale de créer un comité spécial chargé d'en entreprendre l'étude, et pour condamner dans les termes les plus catégoriques toute ingérence d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre Etat et toute atteinte à sa souveraineté. L'occupation de la Tchécoslovaquie, au mois d'août 1968, par des divisions soviétiques auxquelles s'étaient joints des contingents d'autres partenaires du Pacte de Varsovie, apparaît comme la négation même de ces efforts et de ces principes. Cette intervention et sa justification théorique, qui contredisent au surplus les plus importants des principes fondamentaux du droit international et sont incompatibles avec les dispositions essentielles de la Charte des Nations Unies, n'ont fait qu'accroître les doutes de la délégation belge quant à la possibilité de parvenir à une définition de l'agression qui devienne une norme authentique et efficace de droit international.

27. Telles sont les raisons pour lesquelles la délégation belge ne saurait s'associer au projet de résolution (A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1 et 2) qui recommande la prorogation des activités du Comité spécial. Elle n'ira pas jusqu'à s'opposer à ce texte, car elle veut croire à la sincérité de la plupart des délégations qui l'ont présenté mais elle s'abstiendra lorsqu'il sera mis aux voix.

28. M. DABIRI (Iran) précise que si sa délégation s'est abstenue d'intervenir dans le débat c'est que, d'une part, elle avait déjà longuement exposé ses vues lors de la session du Comité spécial à Genève et que, d'autre part, elle préférerait entendre les délégations qui ne faisaient pas partie de ce Comité.

29. M. Dabiri considère, comme la majorité des délégations, que les travaux du Comité spécial ont connu un succès certain. Il appuiera donc le projet de résolution commun (A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1 et 2), en espérant que le Comité spécial pourra mener à bonne fin le mandat que lui a confié l'Assemblée générale et dont le débat actuel a montré toute l'importance que son heureux aboutissement revêtirait

pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

30. M. BEESLEY (Canada) rappelle que sa délégation avait exprimé des réserves quant à la possibilité de définir l'agression, mais qu'elle avait fait connaître en même temps les critères sur lesquels devrait reposer, selon elle, une définition éventuelle. Elle constate qu'aucun des projets présentés ne répond pleinement à ces critères et elle juge préoccupante la notion d'agression indirecte à laquelle certaines délégations ont fait allusion. Néanmoins, ayant été favorablement impressionnée par la nature constructive des travaux accomplis par le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression ainsi que par les modifications apportées au projet de résolution initial, qui témoignent du bon vouloir de ses auteurs, la délégation canadienne apportera sa voix au projet de résolution révisé (A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1 et 2).

31. M. DELEAU (France) s'inquiète des incidences financières (voir A/C.6/L.734) dudit projet de résolution. Le montant élevé des dépenses qui seraient encourues si la session du Comité spécial se tenait à Genève, notamment en ce qui concerne les dépenses de personnel qui seraient de l'ordre de 73 000 dollars, lui paraît surprenant. La délégation française serait reconnaissante au Secrétariat de bien vouloir indiquer les raisons pour lesquelles la tenue d'une session dans l'un des bureaux permanents de l'Organisation entraînerait de tels frais supplémentaires.

32. M. ALCIVAR (Equateur) dit que sa délégation ne juge pas satisfaisante les dates envisagées dans la note sur les incidences administratives et financières (A/C.6/L.734) pour la suite des travaux du Comité spécial. En dehors du fait qu'il n'y pas urgence en la matière, il ne faudrait pas alourdir outre mesure la charge des petits pays, qui devront également envoyer à Vienne une délégation à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités. Des deux options proposées, la seconde, c'est-à-dire une session qui se tiendrait du 27 janvier au 28 février 1969, serait plus acceptable. Quoi qu'il en soit, il serait préférable de décider que le Comité spécial se réunira immédiatement avant ou après la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités. M. Alcivar demande que ses observations soient consignées tant dans le compte rendu de la séance que dans le rapport de la Sixième Commission.

33. M. HOUBEN (Pays-Bas) demande des éclaircissements au sujet des dépenses supplémentaires auxquelles il est fait allusion au paragraphe 6 de la note sur les incidences administratives et financières (A/C.6/L.734). La délégation néerlandaise estime que le coût initial de 96 800 dollars d'une session à Genève pendant la période du 6 janvier au 7 février 1969 (*ibid.*, par. 8, C) ne représente pas, comme il est dit, un montant total, ou alors que les dépenses de 88 000 dollars indiquées au paragraphe 6 ne sont pas des dépenses supplémentaires.

34. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique), répondant aux deux premiers orateurs, explique que c'est pour des raisons tenant à l'effectif du personnel que l'organisation de sessions est toujours



plus onéreuse à Genève qu'à New York. En effet, lorsqu'une réunion se tient au Siège de l'Organisation, les administrateurs qui y collaborent font partie du personnel permanent, si bien qu'il n'y a pas lieu de prévoir, pour eux, des frais de voyage et des indemnités de subsistance. Il n'en va pas de même lorsque la réunion se tient à Genève, car alors il est nécessaire d'engager spécialement du personnel pour en assurer le service. C'est là une pratique qui est suivie depuis de nombreuses années et qui a été instituée sous l'égide de la Cinquième Commission et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Le chiffre de 73 000 dollars prévu pour les dépenses de personnel peut paraître élevé, mais il ne s'agit que d'un chiffre estimatif qui sera soumis audit Comité et qui est sujet à révision.

35. Au cours des deux dernières années, le Secrétariat a été appelé à organiser huit conférences juridiques par an et la préparation de ces conférences représente une tâche considérable pour le Service juridique. En raison des nombreuses conférences qui sont prévues pour 1969, la moitié de l'effectif du Service juridique sera en déplacement pendant la plus grande partie de l'année. Il faudra donc ou bien trouver un remplaçant pour chaque fonctionnaire en mission ou bien tenter d'organiser plus de réunions au Siège.

36. Pour ce qui est des dates qui ont été proposées, M. Stavropoulos souligne qu'il est impossible de prévoir la session du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression après la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, car celle-ci doit être suivie de la session du Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, de la session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de la prochaine session de la Commission du droit international. C'est pour cette raison que le Service des conférences a indiqué que le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression ne pourrait se réunir qu'au début de 1969 et, en tout état de cause, avant la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités.

37. M. ALCIVAR (Equateur) précise que sa délégation n'a jamais soutenu que la session du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression devrait nécessairement se tenir après la Conférence de Vienne sur le droit des traités. Elle a simplement indiqué que cette réunion pourrait être organisée avant ou après ladite Conférence. Si le Comité spécial se réunissait vers la fin du mois de février 1969, ses travaux s'achèveraient à la fin du mois de mars, c'est-à-dire environ une dizaine de jours avant le début de la Conférence de Vienne. La délégation équatorienne répète qu'un trop longue période de battement entre deux sessions ou deux conférences représente une charge très onéreuse pour les petits pays.

38. M. DELEAU (France) remercie le Conseiller juridique des explications qu'il a fournies et dont il ressort que Genève se trouve dans une situation défavorisée, ce qui ne laisse pas de préoccuper la France.

39. La délégation française souhaiterait que les prévisions figurant dans la note sur les incidences administratives et financières (A/C.6/L.734) soient revues de très près, car il lui paraît fort surprenant que les travaux de la session envisagée exigent 19 traducteurs-rédacteurs, 6 réviseurs et 25 sténographes.

40. Le PRESIDENT souligne que les incidences financières de toute proposition relèvent de la compétence du Comité consultatif et de la Cinquième Commission.

41. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) ajoute que les estimations du Secrétariat seront examinées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ainsi que par la Cinquième Commission et qu'il arrive souvent que les dépenses effectivement engagées soient inférieures au chiffre prévu.

42. Pour ce qui est des dates proposées, il craint qu'il ne soit difficile de réunir le Comité spécial après le 28 février 1969. Il fera son possible pour que la date à laquelle s'achèveront les travaux de ce comité ne soit pas trop éloignée de celle à laquelle s'ouvrira la Conférence de Vienne sur le droit des traités, mais il ne peut rien garantir à cet égard. Il abordera la question avec le Comité des conférences et rendra compte à la Sixième Commission du résultat de ses efforts.

43. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution (A/C.6/L.733/Rev.1 et Add.1 à 3).

*Sur la demande du représentant du Mexique, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par l'Irlande, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Jamaïque, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Mexique, Mongolie, Niger, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Rwanda, Yémen du Sud, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Autriche, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Canada, Ceylan, Tchad, Chili, Colombie, Congo (République démocratique du), Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Equateur, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyane, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak.

*Votent contre:* néant.

*S'abstiennent:* Irlande, Israël, Italie, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Arabie Saoudite, Afrique du Sud, Royaume-Uni, Etats-Unis, Australie, Belgique, Chine, Danemark.

*Par 74 voix contre zéro, avec 16 abstentions, le projet de résolution est adopté.*

44. Intervenant pour expliquer son vote, M. MAC-KERNAN (Irlande) indique que sa délégation s'est

abstenue comme elle l'avait fait lors du vote à l'Assemblée plénière sur la résolution 2330 (XXII), parce qu'elle éprouve toujours des doutes à l'égard de la question de la définition de l'agression.

45. M. OSTROVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) a voté en faveur du projet de résolution car il estime que le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression a fait œuvre utile et que toutes les conditions sont désormais réunies pour que puisse être élaborée une définition de l'agression qui revêtirait une grande importance. Cela dit, la délégation soviétique voudrait saisir l'occasion qui lui est offerte pour répondre aux attaques calomnieuses qui ont été dirigées contre son pays au cours du débat.

46. Le PRESIDENT fait observer au représentant de l'Union soviétique qu'il ne lui est plus possible d'exercer son droit de réponse; il aurait pu le faire, comme il en avait manifesté l'intention, à la fin du débat général, mais puisqu'il a décidé d'agir autrement, il doit, au stade actuel, s'en tenir uniquement à des explications de vote. Le rôle du Président est de veiller au respect du règlement intérieur et il est de son devoir de s'opposer à ce qu'il soit fait usage du droit de réponse à tout moment.

47. M. OSTROVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) craint que la position de sa délégation ait été mal comprise. Il a réservé le droit de réponse que lui confère le règlement intérieur, sans toutefois préciser à quel moment il envisageait de l'exercer. Il n'a nullement indiqué qu'il le ferait à la fin du débat. Si la délégation soviétique juge approprié de répondre après le vote sur le projet de résolution, c'est qu'à son sens des éléments politiques ont été malencontreusement introduits lors du débat général. Elle trouve pour le moins étonnant qu'on tente de l'empêcher de répondre aux attaques calomnieuses dont son pays a fait l'objet. Certes, il est concevable qu'une distinction soit faite entre le droit de réponse et les explications de vote, mais cela ne doit pas avoir pour effet de priver la délégation soviétique de son droit de réponse.

48. Le PRESIDENT tient à préciser que telle n'est nullement son intention, mais que la délégation soviétique aurait dû exercer son droit de réponse en temps opportun, c'est-à-dire à la fin du débat général. Bien qu'il estime que le règlement intérieur s'oppose à ce que ce droit soit exercé après le vote, il est disposé, si la Commission y consent, à donner la parole au représentant de l'URSS pour qu'il poursuive son intervention.

49. M. OSTROVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que plusieurs considérations ont amené sa délégation à décider d'exercer globalement son droit de réponse à la suite des diverses interventions dans lesquelles l'Union soviétique a été violemment mise en cause. Tout d'abord, elle ne tenait pas à compliquer des travaux déjà rendus difficiles par les obstacles dressés par les Etats-Unis et leurs alliés. D'autre part, elle ne voulait pas gêner le Président dans la conduite objective des débats et, enfin, une réponse collective lui paraît suffire largement pour les associés subalternes des Etats-Unis.

50. Les ayant écoutées avec attention, la délégation soviétique a reconnu, dans les déclarations faites par les représentants de ces pays, les efforts qu'ils faisaient pour justifier leur conduite alors même qu'à la suite de leur chef de file, ils lançaient de basses accusations contre l'URSS. Certains se sont dits troublés par l'inobservation des principes de la Charte et cela mérite, assurément, d'être examiné avec soin. D'autres ont prétendu qu'il y avait une simple coïncidence dans le fait que leurs imputations mensongères venaient après celles formulées par le représentant des Etats-Unis. On s'est réclamé de l'esprit d'objectivité pour parler de la question de Tchécoslovaquie, mais que vaut cette prétendue objectivité si ceux qui devraient se préoccuper de tous les cas d'agression, où qu'ils se produisent, ne mentionnent pas la guerre du Viet-Nam, l'agression commise au Moyen-Orient contre plusieurs Etats arabes, ni les agressions organisées par les Etats-Unis dans la région de l'Amérique latine et en d'autres points du monde? Si une telle attitude est objective, il est permis de se demander ce que serait une attitude tendancieuse. Quoi qu'il en soit, il est difficile de comprendre pourquoi des trésors d'attention ont été dépensés pour savoir si les relations entre l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie sont bonnes ou mauvaises alors qu'il faudrait se demander dans quelle mesure les actes perpétrés par les Etats-Unis au Viet-Nam sont conformes ou non à la Charte des Nations Unies et nécessitent ou non des mesures immédiates, si ce n'est que les pays en cause ont une vision déformée, comme le héros de la fable de Krylov qui déclarait avoir vu au zoo beaucoup d'insectes, mais pas d'éléphants. En fait, l'intérêt qu'ils portent aux lointains pays socialistes les empêche de voir ce qui se passe sous leurs yeux. Ils devraient au contraire s'interroger sérieusement, notamment sur leurs propres envois de troupes au Viet-Nam.

51. M. Ostrovsky a noté avec intérêt que le représentant des Etats-Unis, vers la fin du débat général, a abordé l'examen du fond de la question, mais il ne l'a fait que pour se prononcer contre la continuation des travaux du Comité spécial. La raison en est que la délégation des Etats-Unis est défavorable, en principe, à l'entreprise même de définition de l'agression. D'autres délégations ont appuyé ses vues, les unes en affirmant leur indépendance de pensée en même temps que leur position absolument négative sur la question et les autres en usant de divers prétextes pour masquer leur opposition. Cette attitude montre bien à quels pays nuirait la définition de l'agression et il suffit de consulter les résultats du vote par appel nominal sur le projet de résolution pour constater que les délégations qui se sont abstenues sont, pour la plupart, celles-là mêmes qui ont calomnié l'Union soviétique au cours du débat. Ces abstentions, ainsi que les déclarations qui les avaient précédées, suffisent à désigner les responsables de l'insuccès des travaux tendant à définir l'agression, encore que certains se soient efforcés d'user de périphrases. Il est vrai que dans la liste des abstentionnistes figurent quelques pays, notamment européens, qui ont jugé que leur dignité les empêchait de se joindre au concert de mensonges des membres subalternes des blocs militaires et

politiques dirigés par les Etats-Unis. Il est vrai aussi que parmi les autres il en est beaucoup qui ont montré tout le malaise qu'ils éprouvaient à lancer les calomnies en question par les efforts qu'ils faisaient pour les voiler. Il apparaît donc que certains de ces pays ont dû céder, malgré leur répugnance, aux pressions exercées sur eux. Cependant, il reste un petit groupe de pays qui sont résolument anti-soviétiques et qui ne sont satisfaits ni de l'existence de l'Union soviétique, ni des frontières établies à l'issue de la seconde guerre mondiale. M. Ostrovsky se bornera à rappeler la déclaration faite le 25 août 1968 par le chancelier Kiesinger, selon laquelle l'Ouest devait résister résolument aux tentatives faites par l'URSS pour maintenir le statu quo. Autant dire que si l'Union soviétique cherche à maintenir le statu quo, l'Occident cherche à le détruire. La délégation soviétique ne peut qu'affirmer de nouveau que de tels efforts sont vains: les frontières de l'après-guerre resteront inviolables sous la protection de toute la puissance armée dont disposent les pays du camp socialiste.

52. En ce qui concerne les interventions dans lesquelles ont été mentionnées des normes juridiques, il se peut qu'elles aient été sincères, mais leurs auteurs ont perdu de vue le fait très important que les normes internationales forment un tout et que l'on ne saurait transgresser l'une d'elles sans déclencher des répercussions. La politique de coexistence pacifique ne peut être mise en œuvre que si tous les pays s'y conforment. Ainsi, toute action contre le statu quo, du genre de celle évoquée par le chancelier Kiesinger, qui revêtirait la forme d'une agression insidieuse contre un Etat socialiste, ne pourrait manquer de créer des complications et une situation explosive. Or, les exemples de telles agressions ne manquent pas et on peut les trouver en grand nombre dans les archives des sections spécialisées des gouvernements qui s'emploient à de telles activités. En ce qui la concerne, l'URSS résistera vigoureusement à toutes les tentatives dirigées contre la liberté de son peuple, comme elle l'a fait dans sa lutte contre le fascisme où elle a payé sa victoire de 20 millions de vies humaines. Au surplus, on ne doit pas oublier que l'URSS a contribué à l'établissement d'une situation favorable à l'émancipation des peuples asservis. Ceux des peuples coloniaux qui sont encore sous le joug savent bien, pour leur part, qu'ils peuvent compter sur le concours de l'Union soviétique pour leur libération.

53. M. OWADA (Japon) déclare que sa délégation n'éprouve que sympathie pour les bonnes intentions de la majorité qui s'est déclarée en faveur du projet de résolution mais qu'elle ne peut partager sans réserve son optimisme. Elle croit, en particulier, que les récents événements dont il a été fait mention au cours du débat ont des incidences qui devraient constituer un facteur important dans les décisions de la Sixième Commission.

54. La délégation japonaise doute fort que la prochaine session du Comité spécial puisse aboutir à des résultats positifs. Compte tenu de la situation internationale, il est plus que jamais nécessaire de se préoccuper du problème du respect par les Etats des obligations découlant de la Charte, qui est men-

tionné au troisième alinéa du préambule de la résolution 2330 (XXII) de l'Assemblée générale établissant le mandat du Comité spécial. Dans ces conditions, la délégation japonaise ne pouvait que s'abstenir.

55. M. MESLOUB (Algérie) constate que la reconduction du mandat du Comité spécial a été largement approuvée et la délégation algérienne, dont le pays est membre de cet organe, s'en félicite. Il est à son avis essentiel de ne pas entraver la lutte que mènent les peuples coloniaux et elle ne saurait s'associer à aucune initiative qui méconnaîtrait la légitimité de cette lutte.

56. M. QUERALTO (Uruguay), se référant à la position exposée par sa délégation à la 1079<sup>ème</sup> séance, qui s'inspire des principes les plus clairs, précise qu'en affirmant ces principes, qui protègent les petits pays, elle n'entendait s'en prendre à aucun pays en particulier.

57. M. DARWIN (Royaume-Uni) dit que sa délégation n'a pas pu appuyer le projet de résolution parce qu'elle doute qu'il soit sage de poursuivre les travaux sur la définition de l'agression dans un climat chargé au point de vue politique. Elle s'est donc abstenue, mais elle n'en compte pas moins s'associer à l'effort commun, lors de la prochaine session du Comité spécial, pour tenter d'arriver aux résultats les meilleurs.

58. Se référant aux attaques collectives lancées à différentes reprises par le représentant de l'Union soviétique contre les membres des alliances défensives dont le Royaume-Uni est membre au même titre que les Etats-Unis, M. Darwin déclare, au nom de son pays et des autres Etats visés, que les imputations qui ont été faites sont inacceptables. Les vues indépendantes du Royaume-Uni sur la question de la Tchécoslovaquie sont évidentes et le Royaume-Uni, pour sa part, n'a pas muselé son opinion publique par la censure. On peut être certain, en outre, qu'aucun des pays des alliances auxquelles il participe n'a à craindre d'être brusquement envahi au milieu de la nuit par un demi-million d'hommes venus d'un pays allié. Quoi qu'il en soit, la réponse de la délégation soviétique aux observations formulées au sujet des récents événements d'Europe centrale ne s'est appuyée sur aucune argumentation juridique. En revanche, lorsque, à la vingt-deuxième session, la même délégation avait longuement exposé ce qu'elle considérait comme des cas d'agression dans le monde, les réponses qui lui avaient été données se plaçaient sur le plan juridique. Une manœuvre bien connue, lorsqu'on a une mauvaise cause à défendre, est de quitter le terrain juridique pour lancer des attaques personnelles.

59. M. KASEMSRI (Thaïlande) tient à relever l'inexactitude des imputations collectives adressées aux pays qui envoient des troupes au Viet-Nam. Rien ne saurait dissimuler le fait que de petits pays tels que la Birmanie, la Thaïlande et le Laos subissent, avec le Viet-Nam, une agression qui est appuyée par des fournitures extérieures d'armes et d'approvisionnements avec la pleine coopération, dans certains cas, d'un des coprésidents de la Conférence de Genève 2/.

2/ Conférence sur le problème du rétablissement de la paix en Indochine, 1954.



60. Sir Kenneth BAILEY (Australie) déclare que sa délégation ne s'est pas opposée au vœu d'une majorité importante qui était favorable à la reprise des travaux du Comité spécial, mais qu'elle ne pouvait, pour les raisons exposées au cours du débat, s'associer à la décision qui allait être prise. Malgré son abstention, elle compte continuer à participer utilement aux travaux.

61. Le représentant de l'Australie ne répondra pas dans les termes insultants qu'a utilisés le représentant de l'URSS, lequel n'a d'ailleurs avancé aucun argument juridique en répondant aux critiques soulevées par l'invasion de la Tchécoslovaquie. L'Australie participe au conflit du Viet-Nam, qui a été mentionné par le représentant de l'URSS. La décision d'envoyer des forces armées dans la République du Viet-Nam s'appuie sur une position juridique particulièrement solide. Elle a agi sur la demande expresse du gouvernement reconnu et établi de ce pays en vue de l'aider à résister à l'agression armée perpétrée par le Viet-Nam du Nord et conformément au Traité de défense collective pour l'Asie du Sud-Est<sup>3/</sup>. L'action de l'Australie a été dûment notifiée au Conseil de sécurité, conformément à l'Article 51 de la Charte, pour le cas où cet article serait applicable.

62. En ce qui concerne la liberté de jugement et l'action des membres des groupes d'Etats visés par le représentant de l'Union soviétique, le millier de votes émis depuis la création de l'Organisation des Nations Unies en attestent éloquemment la réalité. Parler de pressions exercées sur eux est donc un pur travestissement des faits.

63. M. COOPER (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a déjà indiqué pourquoi elle doute de la possibilité de définir l'agression de telle manière que la définition adoptée puisse utilement être appliquée dans les cas où l'agression se produit. Elle n'en reconnaît pas moins les intentions sérieuses du Comité spécial, qui sont dictées par le désir de protéger la souveraineté et de garantir le respect des droits de l'homme.

64. En ce qui concerne les accusations portées collectivement contre les alliés des Etats-Unis, M. Cooper note que les pays visés, qui sont membres de diverses alliances, ne se combattent pas mutuellement et ne portent pas atteinte aux droits de l'homme. On a vu, au contraire, ailleurs, un Etat s'attribuer une autorité supérieure à celle de l'Organisation des Nations Unies et se permettre de décider à quel moment il interviendrait, avec ses propres forces, dans les affaires intérieures d'un autre Etat. L'invasion qui a eu lieu en Europe centrale en août 1968 n'est qu'une manifestation de cette attitude. L'Union soviétique a raison d'affirmer qu'elle est sans crainte, car l'OTAN, M. Cooper le souligne, est une alliance défensive. Cependant, elle devrait craindre l'émancipation des esprits et la revendication des droits de l'homme au sein de son propre peuple.

65. M. OSTROVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) tient à préciser tout d'abord, à l'intention du représentant du Royaume-Uni, que l'expression "associé subalterne" qu'il a employée

ne s'appliquait pas à son pays, qui est une puissance importante, mais il ne la retirera pas, si celui-ci l'a prise à son compte. D'autre part, la délégation thaïlandaise n'aurait pas dû se sentir visée par les observations qu'il a formulées, étant donné qu'elle n'avait pas pris part au débat général. Cependant, il n'y a pas lieu de lui retirer ce qu'elle semble tenir à s'attribuer. Quant à la délégation australienne, elle n'aurait pas dû prendre en mauvaise part la constatation que des pressions étaient exercées sur certains pays, car la chose est bien connue. Les explications qu'elle a fournies au sujet de l'agression au Viet-Nam ne sont nullement satisfaisantes. Enfin, la dernière déclaration du représentant des Etats-Unis ne contient pas d'éléments nouveaux.

66. M. DARWIN (Royaume-Uni) souligne que le représentant de l'URSS a expressément déclaré que les Etats-Unis étaient les seuls à ne pas être visés par ses observations et que, vu le caractère offensant et inexact de ses remarques, si le représentant de l'Union soviétique n'entendait pas mettre en cause le Royaume-Uni, il n'aurait pas dû formuler des accusations collectives.

67. M. ARANGIO-RUIZ (Italie) tient à associer sa délégation aux observations faites par le représentant du Royaume-Uni au nom des membres de l'alliance à laquelle appartient l'Italie. Il aurait préféré, pour sa part, que le représentant de l'Union soviétique présente des arguments juridiques au lieu de se référer à des personnages de fable.

68. M. DEBERGH (Belgique) dit qu'en tant que petit pays associé aux Etats-Unis dans l'Alliance atlantique la Belgique croit devoir relever les observations formulées par le représentant de l'Union soviétique. Celui-ci a fait valoir que la récente action de l'URSS en Europe centrale a été la manifestation d'un réflexe de défense, mais, d'expérience, la Belgique a une confiance tant soit peu relative dans les gouvernements qui ont du mal à contrôler leurs réflexes. Elle ne voit pas quelles garanties pourraient être données pour que les forces, mises en œuvre par ces réflexes, n'aillent pas un jour franchir les frontières de l'aire que l'on prétend protéger. C'est cette considération qui est à la base de l'appartenance de la Belgique à une alliance défensive. De plus, si la Belgique se forme un certain jugement sur les événements d'août dernier, elle le fait avant tout en tant que petit pays européen qui a toujours travaillé pour la paix et déployé un effort inlassable pour la détente en Europe et parce qu'elle craint maintenant que les événements en question n'en aient compromis les chances pour longtemps.

69. La délégation belge en est encore à chercher une justification légale de l'acte soviétique, mais ses doutes sont loin d'être dissipés, parce qu'elle ne trouve aucun élément de réponse dans la doctrine de l'URSS, telle qu'elle a été exposée au cours du débat. M. Debergh cite, à ce propos, un exposé des normes régissant les rapports entre les Etats socialistes, qui figure dans un ouvrage rédigé par un groupe de spécialistes<sup>4/</sup>. Il y est dit qu'il n'y a pas de place, dans les rapports en question, pour des

<sup>3/</sup> Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 209, 1955, No 2819.

<sup>4/</sup> Voir *Cours de droit international*, Moscou, Nauka, édit., 1967, t. I, p. 104.

conflits de droits et d'intérêts qui ne pourraient être résolus sur la base de la compréhension mutuelle et de la coopération amicale, mais que, s'il y a inexécution par une partie d'une disposition d'un traité, les autres parties peuvent, dans les conditions définies et déterminées par le traité, recourir à des mesures de coercition afin d'engager la partie en défaut à l'observation stricte de ses obligations. La coercition, comme mesure éventuelle d'action, n'est donc pas totalement exclue dans les relations entre pays socialistes, mais il s'agit, comme il est dit expressément dans l'ouvrage cité, de mesures de pression morale fondées principalement sur la persuasion, les consultations conjointes et les mesures pratiques d'aide mutuelle.

70. Devant cette thèse juridique, la délégation soviétique oserait-elle prétendre que les mesures que l'URSS a récemment prises relèvent du développement progressif du droit international régissant les rapports entre les Etats socialistes?

71. M. BEEBY (Nouvelle-Zélande) dit que sa délégation s'associe aux observations faites par les représentants de l'Australie et du Royaume-Uni en réponse aux déclarations du représentant de l'Union soviétique. La Nouvelle-Zélande, pour sa part, ne nourrit aucune haine à l'égard de l'Union soviétique où il y a, selon elle, beaucoup à admirer, bien qu'on ne puisse en dire autant de son action en Europe centrale. D'autre part, si la Nouvelle-Zélande doit être considérée par le représentant de l'Union soviétique comme un associé subalterne des Etats-Unis dans une alliance militaire, il ne faut cependant

pas nier son indépendance de jugement. Elle n'a jamais accepté, pour sa part, une doctrine telle que celle de la souveraineté diminuée dont on a dit récemment qu'elle a cours ailleurs.

72. En ce qui concerne la position juridique de l'Union soviétique, notamment à l'égard du Vietnam, M. Beeby croit qu'on l'exprimerait correctement si l'on ajoutait à l'une quelconque des définitions de l'agression proposées par l'Union soviétique une réserve prévoyant que si l'auteur des actes en cause est un régime communiste et la victime un régime non communiste, lesdits actes seront légitimes tandis que la fourniture d'une assistance à celui-ci sur sa demande expresse constituera une agression.

73. M. OSTROVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'il a dûment reconnu, dans les déclarations des délégations italienne, belge et néo-zélandaise, l'influence de la baguette du chef d'orchestre dans le concert des membres de l'OTAN. Etant donné le peu de temps dont dispose la Commission, il ne pourra malheureusement pas expliquer publiquement au représentant de la Belgique ce que celui-ci semble avoir de la peine à comprendre, mais il pourra l'éclairer en privé. En ce qui concerne les observations de la délégation néo-zélandaise, le représentant de l'Union soviétique constate que cette délégation paraît avoir voulu prendre pour elle des imputations qui ne lui étaient pas destinées et, bien entendu, il ne saurait l'en empêcher.

*La séance est levée à 18 h 55.*